



COMMISSION DES MESURES PHYTOSANITAIRES

VINGTIÈME SESSION

MODÈLE DE FINANCEMENT DE LA SOLUTION ePHYTO DE LA CIPV

POINT 13.1.3 DE L'ORDRE DU JOUR

(Document établi par le secrétariat de la CIPV)

Introduction

- [1] Une étude récente confirme que le passage au numérique effectué grâce à ePhyto permet d'économiser entre 3,7 et 83,5 USD par expédition¹, ce qui, rapporté à l'échelle mondiale, correspond à des économies de plusieurs centaines de millions, lesquelles s'ajoutent aux avantages immatériels que procure l'amélioration des processus tout au long de la chaîne d'approvisionnement, de la production à la documentation commerciale en passant par la certification phytosanitaire, sans oublier les améliorations en matière d'harmonisation des données, de normalisation, de transparence et de lutte contre la fraude, autant d'éléments qui renforcent l'utilité d'ePhyto en tant qu'initiative véritablement multilatérale.
- [2] Le présent document a pour objectif l'approbation par la Commission des mesures phytosanitaires (CMP), à sa 20^e session, des contributions **annuelles** actualisées attendues pour 2027 et 2028, qui sont nécessaires si l'on veut que la solution ePhyto de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) demeure viable. À sa 18^e session (2024), la CMP a adopté le modèle de financement de la solution ePhyto et a approuvé les contributions annuelles attendues pour les années 2025 et 2026². Ces niveaux de contribution demeurent valides et s'appliquent aux arrangements conclus avec les donateurs jusqu'à la fin de 2026, et le secrétariat de la CIPV adresse ses remerciements à toutes les parties contractantes qui ont versé ou comptent verser des contributions à l'appui de la maintenance et du développement de la solution ePhyto de la CIPV.
- [3] Lorsque le modèle a été approuvé par la CMP à sa 18^e session (2024), il a été convenu que les deux premières années constitueraient une phase initiale de mise en œuvre, après laquelle le modèle serait examiné pour s'assurer qu'il continue de répondre aux attentes de la CMP. À la 19^e session (2025) de la CMP, le secrétariat et le Groupe de réflexion sur le financement durable de la solution ePhyto de la CIPV ont donc été priés de procéder à cet examen³ et d'étudier les autres mécanismes de redevance possibles présentés dans le rapport de la 18^e session de la CMP. L'examen effectué conformément aux orientations formulées lors de la 19^e session (2025) de la CMP a permis de confirmer que le modèle de

¹ *Investing in trade digitalization: the case of ePhyto*. Prykhodko D., Ott A. C., Koroleva E. (2025). Directions in Investment, No. 13. Rome: Food and Agriculture Organization of the United Nations. Consultable à l'adresse <https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/792da9f5-8b2e-4125-88a5-ccf545f3bf47/content>.

² Modèle de financement approuvé par la CMP à sa 18^e session:
https://assets.ippc.int/static/media/files/publication/fr/2024/03/NO523_CPM_2024_15_fr.pdf.

³ CPM 2025/21 (*Financement de la solution ePhyto*): [lien](#).

financement demeurerait approprié s'agissant d'appuyer la poursuite des opérations et le développement de la solution ePhyto de la CIPV⁴.

- [4] La CMP à sa 20^e session est maintenant invitée à approuver les contributions annuelles actualisées attendues pour les années 2027 et 2028 afin d'assurer la poursuite des opérations et la viabilité à long terme de la solution ePhyto de la CIPV.

Point sur la situation financière

- [5] Le modèle de financement actuel, que la CMP a approuvé à sa 18^e session et qu'elle a examiné et confirmé à sa 19^e session, comprend une redevance de base à payer pour participer à la solution ePhyto⁵, dont le montant varie en fonction de la position du pays dans le classement du revenu national brut par habitant établi par la Banque mondiale. Au titre de cette structure, les pays à faible revenu selon le classement de la Banque mondiale et les pays les moins avancés selon les Nations Unies sont dispensés de redevance de base, tandis que les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure selon le classement de la Banque mondiale sont dispensés s'ils figurent dans la catégorie des pays qui utilisent peu la solution. Le modèle comprend également des droits d'utilisation fixés sur la base de quatre catégories d'utilisation (faible, moyenne, élevée et très élevée), qui sont calculés en tenant compte du nombre total de certificats transmis via la plateforme ePhyto et en comptabilisant les échanges à partir du nombre d'envois et de réceptions, puisque la transaction bénéficie aux deux parties. Les parties contractantes qui figurent dans la catégorie des pays qui ont une «utilisation faible» (< 5 000 échanges) de la solution ePhyto ne payent pas de droits d'utilisation.

Tableau 1. Résumé des principaux critères utilisés pour le calcul de la redevance au titre du modèle de financement actuel de la solution ePhyto de la CIPV

Critères actuels pour le calcul de la redevance
Les parties contractantes classées parmi les pays à faible revenu ou parmi les pays les moins avancés ne payent pas de redevance de base ni de droits d'utilisation. Celles qui utilisent peu la solution et sont classées parmi les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure ne payent pas de redevance de base.
La redevance de base commence à 4 000 USD , puis double à chaque passage à un niveau supérieur de développement.
Il existe quatre catégories d'utilisation: les droits d'utilisation sont nuls lorsque l'utilisation est faible (< 5 000 échanges), passent ensuite à 6 900 USD pour une utilisation moyenne, puis doublent pour chaque passage dans la catégorie d'utilisation de niveau supérieur.

- [6] En novembre 2025, seules 22 des 72⁶ parties contractantes qui y avaient été encouragées par la CMP à sa 18^e session avaient versé une contribution pour 2025, portant le total des contributions à seulement 50 pour cent environ du montant global indicatif visé, de 1 263 000 USD. À ce jour, grâce aux contributions versées par avance et aux contributions additionnelles ainsi qu'aux menues économies réalisées les années précédentes, le Fonds fiduciaire multidonateurs de la solution ePhyto est doté d'environ 1,3 million d'USD. Ces ressources ne peuvent servir à couvrir les frais de gestion (710 000 USD par an) que pour deux ans seulement (voir l'appendice 2: Structure du budget du Fonds fiduciaire multidonateurs de la solution ePhyto). Ainsi, les ressources disponibles permettent d'assurer un minimum de continuité des fonctions essentielles, tout en offrant une marge limitée pour répondre aux demandes additionnelles ou aux besoins imprévus.
- [7] Compte tenu de ce qui précède et des résultats obtenus (50 pour cent du montant visé) pour la première année de mise en œuvre du modèle de financement, les contributions annuelles attendues pour 2027 et

⁴ Rapport de la 19^e session de la CMP (2025), point 12.1 de l'ordre du jour, par. 82 (74-78).

⁵ La redevance de base n'est pas fonction du nombre ou du type de connexions, de l'utilisation de la plateforme ni de l'utilisation du système national ePhyto générique (GeNS).

⁶ Si le modèle de financement reposait sur un total de 88 pays, seuls 72 étaient qualifiés pour verser une contribution attendue.

2028 seront calculées sur la base des données d’utilisation les plus récentes⁷, qui rendent compte de l’utilisation accrue de la solution ePhyto, sans que les tarifs soient modifiés.

[8] Le tableau 2 ci-dessous présente les tarifs du modèle de financement, qui **demeurent inchangés** par rapport à ceux des modèles approuvés par la CMP à sa 18^e session (2024) et à sa 19^e session (2025), et montre comment les contributions sont déterminées en fonction du niveau d’utilisation et de l’état de développement en associant redevance de base et droits d’utilisation.

Tableau 2. Tarifs du modèle de financement proposés pour 2027-2028, inchangés par rapport au modèle de 2025-2026

Tarifs du modèle de financement						
			ÉTAT DE DÉVELOPPEMENT			
			FAIBLE REV.	REV. INTERMÉD. INF.	REV. INTERMÉD. SUP.	REV. ÉLEVÉ
UTILISATION	FAIBLE	Redevance de base (USD)	-	-	8 000	16 000
	< 5000	Droits d'utilisation (USD)	-	-	-	-
		Total	-	-	8 000	16 000
	MOYENNE	Redevance de base (USD)	-	4 000	8 000	16 000
	5 000 - 49 999	Droits d'utilisation (USD)	-	6 900	6 900	6 900
		Total	-	10 900	14 900	22 900
	ÉLEVÉE	Redevance de base (USD)	-	4 000	8 000	16 000
	50 000 - 149 999	Droits d'utilisation (USD)	-	13 800	13 800	13 800
		Total	-	17 800	21 800	29 800
	TRÈS ÉLEVÉE	Redevance de base (USD)	-	4 000	8 000	16 000
	+ de 150 000	Droits d'utilisation (USD)	-	27 600	27 600	27 600
		Total	-	31 600	35 600	43 600

[9] Les chiffres individuels recalculés sur la base des données d’utilisation actualisées sont présentés dans l’appendice 1.

[10] Dans le cadre de l’examen effectué au moyen des données d’utilisation actualisées, il a été noté que plusieurs parties contractantes échangeaient maintenant un bien plus grand nombre de certificats par rapport à la période ayant suivi l’approbation initiale du modèle de financement par la CMP à sa 18^e session, en 2024. Ces changements dans les habitudes d’utilisation reflètent l’adoption croissante de la solution ePhyto de la CIPV et donnent donc une image plus précise du niveau actuel de participation

⁷ Statistiques provenant de la plateforme ePhyto de la CIPV, laquelle comptabilise les certificats uniques échangés avec succès (envois et réceptions) entre décembre 2024 et novembre 2025.

au système. Outre un volume d'échanges plus important, les données actualisées indiquent qu'un nombre croissant de parties contractantes ont commencé à utiliser la solution ePhyto depuis que le modèle a été approuvé pour la première fois, élargissant ainsi davantage encore la base d'utilisateurs globale. Une réduction des tarifs ne serait conseillée qu'une fois que le niveau de contributions permettrait de supporter une telle réduction sans que soit compromise la capacité à réserver des fonds suffisants pour couvrir les coûts de maintenance.

[11] Pour assurer une maintenance, un développement et un appui adéquats, il est essentiel que la viabilité de la solution ePhyto soit maintenue et que les contributions soient recouvrées de manière régulière. Un financement stable permettrait au secrétariat d'intervenir efficacement en cas de besoin. Pour atteindre cet objectif, le secrétariat de la CIPV doit faire en sorte de bénéficier d'un financement plus pérenne en menant des activités clés:

- Veiller à la transparence en matière de prestation de services, de résultats et de coûts associés en indiquant clairement comment les ressources sont utilisées et comment les résultats sont obtenus et communiqués.
- Guider les pays en ce qui concerne leurs contributions annuelles attendues et les modalités de paiement, et mettre à jour régulièrement le taux annuel afin que celui-ci reflète l'évolution du nombre de pays ayant adhéré au système et l'utilisant activement.
- Renforcer le modèle de financement grâce à une approche ciblée de communication et de sensibilisation visant à promouvoir les avantages de la solution ePhyto et à mobiliser l'appui des représentants régionaux et des membres du Groupe directeur ePhyto aux fins de la collecte des contributions requises.

Considérations touchant la participation et la contribution à la solution ePhyto de la CIPV

[12] Les parties contractantes devraient commencer à verser des contributions lorsqu'elles commenceront à utiliser la solution ePhyto en mode de production. Elles devraient verser leur contribution, déterminée sur la base des critères du modèle de financement énoncés plus haut, au cours de leur première année civile d'utilisation de la solution ePhyto aux fins de l'échange de certificats.

[13] Si certaines parties contractantes ne versent pas de contribution, cela créera un déficit et signifiera que l'on disposera de moins de fonds pour financer la maintenance et le développement de la solution et apporter aux pays qui commencent à utiliser le système une aide à la mise en route. Ce déficit devra être comblé par des contributions volontaires additionnelles d'autres parties contractantes.

[14] Une fois que les parties contractantes commencent à utiliser la solution ePhyto pour une grande partie de leur certification phytosanitaire, le coût est relativement modeste, et les avantages procurés sont bien supérieurs à ceux qu'offrent les échanges de certificats papier. Pour un grand nombre de parties contractantes, la contribution financière à verser pour la solution ePhyto sera largement inférieure au coût de leur système actuel de certificats phytosanitaires papier. En outre, elles bénéficieront de nombreux gains d'efficacité opérationnels, et les assurances que les ONPV reçoivent par l'intermédiaire de la plateforme ePhyto offriront un niveau de confiance nettement plus grand. Par ailleurs, à mesure que davantage de parties contractantes rejoignent la solution ePhyto et l'utilisent activement, les avantages globaux augmentent pour tous les utilisateurs: plus grande interopérabilité, meilleure fiabilité des données et possibilité de répartir plus largement les coûts opérationnels, ce qui réduit progressivement les niveaux de contribution de tous les participants. Bien que le modèle de financement ne soit pas juridiquement contraignant, on espère que les parties contractantes reconnaîtront l'utilité de la solution ePhyto et prendront leur juste part dans le financement du système.

[15] Un rapport sera soumis à chaque session de la CMP pour présenter l'état global des contributions à recevoir et des contributions effectives de la part de chaque partie contractante pour les années précédente, en cours et à venir, y compris une indication des contributions versées.

Recommandations

[16] La CMP est invitée à:

- 1) *remercier* les parties contractantes qui ont contribué à la solution ePhyto de la CIPV en 2025, à savoir les suivantes: Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Chypre, Danemark, États-Unis d'Amérique, France, Hongrie, Irlande, Israël, Malte, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas (Royaume des), Pologne, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovénie, Suède, Suisse et Union européenne^{8, 9};
- 2) *approuver* les contributions annuelles actualisées attendues pour 2027 et 2028, énoncées à l'appendice 1, telles que proposées dans le présent document et qui sont nécessaires au maintien de la viabilité de la solution ePhyto de la CIPV.

⁸ La Commission européenne, au nom de l'Union européenne, cofinance les redevances de base versées par les pays de l'Union européenne.

⁹ Si votre pays a déjà versé sa contribution mais n'est pas mentionné, veuillez contacter le secrétariat de la CIPV (IPPC-Secretary@fao.org) pour qu'une vérification et une éventuelle mise à jour des registres soient effectuées.

Appendice 1: Contributions annuelles attendues des parties contractantes pour 2027

- [17] Veuillez noter que, dans le tableau, les pays à faible revenu correspondent aux pays les moins avancés, tels que définis par les Nations Unies.
- [18] Les tarifs sont annuels et s'appliquent aux années 2027 et 2028.
- [19] Les pays récemment ajoutés sont surlignés.
- [20] Les valeurs qui diffèrent du montant calculé pour 2024-2025 sont surlignées.
- [21] Les premières contributions des parties contractantes utilisant la solution ePhyto de la CIPV devraient être versées en 2027. Le calendrier suivant s'appliquerait:
- Avant le 1^{er} juillet 2026, le secrétariat communiquerait aux points de contact des parties contractantes de la CIPV la contribution attendue de chacune d'elles pour 2027 et 2028¹⁰. Cela laisserait auxdites parties le temps d'inscrire leur contribution dans leur budget de 2027.

Partie contractante	État de développement	Échanges	Catégorie d'utilisation	Redevance de base (USD)	Droits d'utilisation (USD)	Contribution annuelle attendue (USD) ¹¹
Afrique du Sud	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	117 334	ÉLEVÉE	8 000	13 800	21 800
Albanie	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	1 976	FAIBLE	8 000	-	8 000
Allemagne	Pays à revenu élevé	100 543	ÉLEVÉE	16 000	13 800	29 800
Angola	Pays à faible revenu	2	FAIBLE	-	-	-
Argentine	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	110 792	ÉLEVÉE	8 000	13 800	21 800
Australie	Pays à revenu élevé	27 207	MOYENNE	16 000	6 900	22 900
Autriche	Pays à revenu élevé	4 663	FAIBLE	16 000	-	16 000
Azerbaïdjan	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	6 123	MOYENNE	8 000	6 900	14 900
Bahamas (Les)	Pays à revenu élevé	4 669	FAIBLE	16 000	-	16 000
Belgique	Pays à revenu élevé	49 499	MOYENNE	16 000	6 900	22 900
Bolivie (État plurinational de)	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	7 475	MOYENNE	4 000	6 900	10 900
Bosnie-Herzégovine	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	4 477	FAIBLE	8 000	-	8 000
Brésil	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	73 148	ÉLEVÉE	8 000	13 800	21 800
Bulgarie	Pays à revenu élevé	7 513	MOYENNE	16 000	6 900	22 900

¹⁰ Les contributions devraient être versées une fois par an.

¹¹ La contribution est annuelle: une contribution est due pour 2027 et une autre pour 2028. Celles-ci sont calculées sur la base des données d'utilisation du système extraites pour la période allant de décembre 2024 à novembre 2025, à partir desquelles ont été déterminées la catégorie d'utilisation et la contribution attendue qui en découle.

Partie contractante	État de développement	Échanges	Catégorie d'utilisation	Redevance de base (USD)	Droits d'utilisation (USD)	Contribution annuelle attendue (USD) ¹¹
Burkina Faso	Pays à faible revenu	27	FAIBLE	-	-	-
Cameroun	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	4 620	FAIBLE	-	-	-
Canada	Pays à revenu élevé	2 995	FAIBLE	16 000	-	16 000
Chili	Pays à revenu élevé	137 667	ÉLEVÉE	16 000	13 800	29 800
Chypre	Pays à revenu élevé	4 570	FAIBLE	16 000	-	16 000
Colombie	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	33 340	MOYENNE	8 000	6 900	14 900
Costa Rica	Pays à revenu élevé	106 413	ÉLEVÉE	16 000	13 800	29 800
Côte d'Ivoire	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	29 290	MOYENNE	4 000	6 900	10 900
Croatie	Pays à revenu élevé	6 966	MOYENNE	16 000	6 900	22 900
Danemark	Pays à revenu élevé	12 700	MOYENNE	16 000	6 900	22 900
Dominique	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	360	FAIBLE	8 000	-	8 000
El Salvador	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	436	FAIBLE	8 000	-	8 000
Équateur	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	109 074	ÉLEVÉE	8 000	13 800	21 800
Espagne	Pays à revenu élevé	134 193	ÉLEVÉE	16 000	13 800	29 800
Estonie	Pays à revenu élevé	3 844	FAIBLE	16 000	-	16 000
États-Unis d'Amérique	Pays à revenu élevé	799 662	TRÈS ÉLEVÉE	16 000	27 600	43 600
Fidji	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	9 991	MOYENNE	8 000	6 900	14 900
Finlande	Pays à revenu élevé	4 037	FAIBLE	16 000	-	16 000
France	Pays à revenu élevé	114 462	ÉLEVÉE	16 000	13 800	29 800
Ghana	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	3 240	FAIBLE	-	-	-
Grèce	Pays à revenu élevé	13 931	MOYENNE	16 000	6 900	22 900
Guatemala	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	43 896	MOYENNE	8 000	6 900	14 900
Guyana	Pays à revenu élevé	3 815	FAIBLE	16 000	-	16 000
Hong Kong	Pays à revenu élevé	6 026	MOYENNE	16 000	6 900	22 900
Hongrie	Pays à revenu élevé	6 674	MOYENNE	16 000	6 900	22 900
Îles Caïmanes	Pays à revenu élevé	2 122	FAIBLE	16 000	-	16 000
Îles Cook	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	663	FAIBLE	-	-	-

Partie contractante	État de développement	Échanges	Catégorie d'utilisation	Redevance de base (USD)	Droits d'utilisation (USD)	Contribution annuelle attendue (USD) ¹¹
Îles Marshall	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	126	FAIBLE	8 000	-	8 000
Îles Salomon	Pays à faible revenu	1 782	FAIBLE	-	-	-
Inde	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	175 771	TRÈS ÉLEVÉE	4 000	27 600	31 600
Indonésie	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	37 487	MOYENNE	8 000	6 900	14 900
Irlande	Pays à revenu élevé	14 320	MOYENNE	16 000	6 900	22 900
Israël	Pays à revenu élevé	27 905	MOYENNE	16 000	6 900	22 900
Italie	Pays à revenu élevé	80 678	ÉLEVÉE	16 000	13 800	29 800
Jamaïque	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	4 054	FAIBLE	8 000	-	8 000
Japon	Pays à revenu élevé	9 465	MOYENNE	16 000	6 900	22 900
Jordanie	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	11 224	MOYENNE	4 000	6 900	10 900
Kazakhstan	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	50 510	ÉLEVÉE	8 000	13 800	21 800
Kenya	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	228 423	TRÈS ÉLEVÉE	4 000	27 600	31 600
Kiribati	Pays à faible revenu	332	FAIBLE	-	-	-
Lettonie	Pays à revenu élevé	4 292	FAIBLE	16 000	-	16 000
Lituanie	Pays à revenu élevé	7 547	MOYENNE	16 000	6 900	22 900
Luxembourg	Pays à revenu élevé	572	FAIBLE	16 000	-	16 000
Madagascar	Pays à faible revenu	8 845	MOYENNE	-	-	-
Malaisie	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	25 502	MOYENNE	8 000	6 900	14 900
Malte	Pays à revenu élevé	596	FAIBLE	16 000	-	16 000
Maroc	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	137 799	ÉLEVÉE	4 000	13 800	17 800
Mexique	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	229 086	TRÈS ÉLEVÉE	8 000	27 600	35 600
Népal	Pays à faible revenu	0	FAIBLE	-	-	-
Nigéria	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	7 500	MOYENNE	4 000	6 900	10 900
Nioué	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	81	FAIBLE	-	-	-
Norvège	Pays à revenu élevé	37 791	MOYENNE	16 000	6 900	22 900
Nouvelle-Zélande	Pays à revenu élevé	39 453	MOYENNE	16 000	6 900	22 900
Ouganda	Pays à faible revenu	30 553	MOYENNE	-	-	-

Partie contractante	État de développement	Échanges	Catégorie d'utilisation	Redevance de base (USD)	Droits d'utilisation (USD)	Contribution annuelle attendue (USD) ¹¹
Ouzbékistan	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	65 874	ÉLEVÉE	4 000	13 800	17 800
Pakistan	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	38 958	MOYENNE	4 000	6 900	10 900
Panama	Pays à revenu élevé	28 140	MOYENNE	16 000	6 900	22 900
Papouasie-Nouvelle-Guinée	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	95	FAIBLE	-	-	-
Paraguay	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	15 153	MOYENNE	8 000	6 900	14 900
Pays-Bas	Pays à revenu élevé	485 629	TRÈS ÉLEVÉE	16 000	27 600	43 600
Pérou	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	156 144	TRÈS ÉLEVÉE	8 000	27 600	35 600
Philippines	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	6 745	MOYENNE	4 000	6 900	10 900
Pologne	Pays à revenu élevé	23 814	MOYENNE	16 000	6 900	22 900
Polynésie française	Pays à revenu élevé	2 099	FAIBLE	16 000	-	16 000
Portugal	Pays à revenu élevé	23 600	MOYENNE	16 000	6 900	22 900
République de Corée	Pays à revenu élevé	100 011	ÉLEVÉE	16 000	13 800	29 800
République de Macédoine du Nord	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	9 674	MOYENNE	8 000	6 900	14 900
République de Moldova	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	1	FAIBLE	-	-	-
République dominicaine	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	43 278	MOYENNE	8 000	6 900	14 900
République-Unie de Tanzanie	Pays à faible revenu	65	FAIBLE	-	-	-
Roumanie	Pays à revenu élevé	18 869	MOYENNE	16 000	6 900	22 900
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Pays à revenu élevé	124 018	ÉLEVÉE	16 000	13 800	29 800
Sainte-Lucie	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	898	FAIBLE	8 000	-	8 000
Samoa	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	10 723	MOYENNE	8 000	6 900	14 900
Sénégal	Pays à faible revenu	10 671	MOYENNE	-	-	-
Slovaquie	Pays à revenu élevé	2 121	FAIBLE	16 000	-	16 000

Partie contractante	État de développement	Échanges	Catégorie d'utilisation	Redevance de base (USD)	Droits d'utilisation (USD)	Contribution annuelle attendue (USD) ¹¹
Slovénie	Pays à revenu élevé	3 091	FAIBLE	16 000	-	16 000
Sri Lanka	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	55 629	ÉLEVÉE	4 000	13 800	17 800
Suède	Pays à revenu élevé	11 893	MOYENNE	16 000	6 900	22 900
Suisse	Pays à revenu élevé	20 187	MOYENNE	16 000	6 900	22 900
Tchéquie	Pays à revenu élevé	6 364	MOYENNE	16 000	6 900	22 900
Thaïlande	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	20 875	MOYENNE	8 000	6 900	14 900
Togo	Pays à faible revenu	5 661	MOYENNE	-	-	-
Tonga	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	433	FAIBLE	8 000	-	8 000
Trinité-et-Tobago	Pays à revenu élevé	3 411	FAIBLE	16 000	-	16 000
Tunisie	Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	6 469	MOYENNE	4 000	6 900	10 900
Tuvalu	Pays à faible revenu	37	FAIBLE	-	-	-
Ukraine	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	121 826	ÉLEVÉE	8 000	13 800	21 800
Zambie	Pays à faible revenu	3	FAIBLE	-	-	-

Appendice 2: Structure du budget du Fonds fiduciaire multidonateurs de la solution ePhyto

La structure du budget du Fonds fiduciaire multidonateurs de la solution ePhyto est composée des éléments suivants:

- Coûts de maintenance
 - La prestation de services techniques liés aux composants informatiques de la solution par le prestataire technique (Centre international de calcul des Nations Unies – CIC), comprenant les services de maintenance standard, notamment la disponibilité et la surveillance des systèmes, la sécurité, l'appui technique selon les besoins, et ce, dans la limite de la capacité budgétaire allouée à ces activités.
 - La gestion du programme ePhyto et l'appui à ce programme: gestion du prestataire technique, établissement de rapports, appui centralisé, gouvernance, gestion du changement, gestion budgétaire, gestion de projet, collaboration internationale, activités de mise en œuvre, aide à la mise en route pour les nouveaux pays ayant rejoint le programme.
- Coûts de développement
 - Ressources pour la mise en service avancée de la solution dans les pays et régions: formation, ateliers, assistance spécialisée, orientations, évaluation de l'adoption, résolution des problèmes et conception de l'architecture d'interopérabilité.
 - Améliorations techniques et modernisations, définies et approuvées conformément au processus de gestion du changement, visant à appuyer l'expansion de la solution et sa transposition à plus grande échelle.

Type de coût	Coût annuel moyen (USD par année)
Maintenance de la solution ePhyto de la CIPV	
Opérations du CIC – prestation de services techniques	463 000
Plateforme – 180 000 USD	
GeNS – 283 000 USD	
Gestion du programme ePhyto et appui (CIPV)	250 000
Total des coûts de maintenance	713 000
Développement de la solution ePhyto de la CIPV	
Suivi de la mise en œuvre avancée et appui	250 000
Amélioration et modernisation de la solution	300 000
Total des coûts de développement	550 000
Total des coûts	1 263 000

Les contributions qui excèdent la cible de financement minimale seront allouées en fonction des priorités suivantes:

- **Création de réserves consacrées à la maintenance** dans le but d'assurer la viabilité de la solution durant les années suivantes, avec pour objectif le maintien de réserves pouvant couvrir au moins trois années d'activité;
- **Amélioration de la mise en œuvre et du développement**, conformément aux priorités définies dans le cadre de gouvernance ePhyto.

Les appellations employées dans le présent document et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.